

M. l'Orateur: Le député de Hamilton-Ouest a la parole pour un rappel au Règlement, après quoi je la donnerai au député de Saskatoon-Biggar.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je tiens simplement à faire savoir au ministre que c'est là, à mon avis, une déclaration stupide et irresponsable à faire.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES GRAINS

LE PROJET D'ACHAT DE WAGONS-TRÉMIES—LE RAPPEL DES WAGONS DES É.-U.—LE NOMBRE DE WAGONS PROMIS PAR LES COMPAGNIES FERROVIAIRES

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre responsable de la Commission du blé. Étant donné que l'on rapporte que le gouvernement envisage d'acheter plus de wagons-trémies et de matériel roulant pour les chemins de fer, le ministre peut-il nous dire s'il a reçu la promesse ou l'assurance que les compagnies ferroviaires pourront récupérer certains des milliers de wagons canadiens qui sont utilisés aux États-Unis à l'heure actuelle, selon le président du Canadien National?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la vérité, c'est que nous avons reçu des demandes de wagons-trémies supplémentaires. Cela met bien sûr en jeu la question des obligations du gouvernement et des chemins de fer dans ce domaine. Il y a toujours une explication à la présence aux États-Unis d'un certain nombre de wagons canadiens. Je crois savoir que des stocks entreposés dans les wagons, le bois en particulier, mais je suis sûr que les compagnies ferroviaires, tout comme le gouvernement, souhaitent vivement les récupérer.

M. Gleave: J'ai demandé au ministre s'il avait reçu l'assurance des chemins de fer à ce sujet, ou s'il en avait discuté avec eux. Bien entendu, ce n'est pas la peine de continuer si nous devons perdre nos moyens de transport à l'autre bout. Puis-je demander au ministre si les compagnies ferroviaires ont respecté l'engagement qu'elles avaient pris en vertu de l'accord précédent lorsque nous avons acheté des wagons couverts. Les compagnies ferroviaires ont-elles tenu la promesse qu'elles avaient faite à l'époque, à savoir continuer à consacrer la même quantité de matériel roulant au transport des grains?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, la promesse exacte faite aux termes de l'accord est de ne pas permettre qu'il y ait de moins en moins de wagons couverts destinés au transport de cette marchandise. Je n'ai pas eu l'occasion d'étudier en détail si elles ont tenu leur promesse à la lettre, mais nous allons le vérifier. Elles ont pour ainsi dire tenu les promesses faites lors de discussions avec la Commission canadienne du blé en ce qui concerne le nombre de wagons que les compagnies ferroviaires consacrent au transport des grains, même si, bien entendu, le nombre de wagons ne suffit pas pour répondre au besoin actuel.

Questions orales

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'AMÉNAGEMENT D'UN OLÉODUC VERS MONTRÉAL—LES MOTIFS DE LA REMISE DES TRAVAUX

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné qu'en 1969, le premier ministre et son cabinet ont fait la sourde oreille aux fortes demandes de l'Independent Petroleum Association en vue de la construction d'un pipe-line jusqu'à Montréal et qu'encore tout récemment, soit le 29 janvier dernier, ils ont refusé tout net une proposition analogue formulée par le gouvernement de l'Alberta, le premier ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement reconnaît sa responsabilité à l'égard de ces erreurs tragiques, et pourquoi le gouvernement a attendu jusqu'au 4 septembre pour intervenir?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question que le député pose est irrecevable; en effet, elle n'est pas véritablement une question puisqu'elle prête à controverse.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, peut-être les allégations du député mériteraient-elles qu'on y réponde.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne m'oppose pas à ce que le premier ministre réponde; mais je signale aux honorables députés qu'il y aurait sans doute peu à retirer d'un débat sur une question tout à fait irrecevable. Je préfère donner la parole au député de Vaudreuil.

* * *

LES FINANCES

L'AFFECTATION DE CAPITAUX À LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DU CANADA

M. H. T. Herbert (Vaudreuil): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre des Finances. Étant donné que la banque Toronto-Dominion a prêté 375 millions de dollars au Mexique pour l'exploitation de puits de pétrole, le ministre peut-il nous assurer qu'il veillera à ce que nous ne manquions pas de capitaux canadiens pour la mise en valeur de nos propres ressources?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député ne doit pas sous-estimer la richesse de nos propres marchés de capitaux.

M. l'Orateur: A l'ordre. Il ne reste plus beaucoup de temps, mais je donne la parole au député de Victoria.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'AMÉNAGEMENT D'UN OLÉODUC VERS MONTRÉAL—DEMANDE D'EXPLICATION DE L'EXPOSÉ DU 4 SEPTEMBRE

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, Ma question s'adresse au très honorable premier ministre qui a dit, hier soir et encore aujourd'hui, que la décision de construire un pipe-line avait été annoncée le 4 septembre. d'après le hansom, il a dit que le gouvernement consulterait dans un avenir rapproché les provinces et l'industrie au sujet de la prolongation du pipe-line. Les propos consignés au hansom sont tellement vagues, qu'apparemment le ministre de l'Énergie et moi-même nous sommes mépris. Le premier ministre me dirait-il s'il y a eu, le 4 septembre,